



PNUE



**Programme des Nations Unies
pour l'environnement**

**Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et
l'agriculture**

Distr. : générale
25 février 2011

Français
Original : anglais

**Convention de Rotterdam sur la procédure de
consentement préalable en connaissance de cause
applicable à certains produits chimiques et pesticides
dangereux qui font l'objet d'un commerce international
Conférence des Parties**

Cinquième réunion

Genève, 20–24 juin 2011

Point 7 de l'ordre du jour provisoire*

Programme de travail du Secrétariat et adoption du budget

Rapport financier et effectifs du Secrétariat

Note du Secrétariat

Introduction

1. Dans sa décision RC-4/12 relative aux dispositions financières et budgétaires pour l'exercice triennal 2009–2011, la Conférence des Parties à la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international a, entre autres :

- a) Approuvé la procédure exposée à l'annexe de la présente décision pour l'allocation des fonds du Fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires (RV) en vue de faciliter la participation des Parties aux réunions de la Conférence des Parties et prié les Secrétaires exécutifs d'engager des consultations avec les Secrétaires exécutifs des Conventions de Rio sur leur expérience en la matière;
- b) Invité le Président de la Conférence des Parties et les Secrétaires exécutifs à écrire aux Parties qui n'avaient pas versé leurs contributions aux budgets opérationnels de la Convention pour les périodes antérieures en insistant sur le fait qu'il était important qu'elles versent leurs arriérés respectifs;
- c) Autorisé les Secrétaires exécutifs à se mettre d'accord avec toute Partie qui doit deux ans ou plus d'arriérés de contributions sur un calendrier de versement permettant à la Partie considérée de régler tous ses arriérés dans un délai de six ans, en fonction de sa situation financière, et de verser ses contributions futures aux échéances prévues, et prié les Secrétaires exécutifs de faire rapport sur les progrès accomplis dans ce domaine au Bureau et à la Conférence des Parties à leurs prochaines réunions;
- d) Invité les Parties à noter que les contributions au budget opérationnel pour une année civile donnée doivent avoir été versées au 1er janvier de cette année et prié les Parties en mesure de le faire de verser leurs contributions promptement et intégralement et, à cet égard, a demandé que les Parties soient informées du montant de leurs contributions pour une année donnée avant le 15 octobre de l'année précédente.

* UNEP/FAO/RC/COP.5/1/Rev.1.

2. Pour donner suite aux demandes susmentionnées et faciliter l'examen des questions budgétaires par la Conférence des Parties, le rapport financier et l'examen de la situation du Secrétariat en matière d'effectifs sont présentés dans les annexes I à III de la présente note. Sauf indication contraire ou sauf s'il ressort du contexte, la présente note porte sur la période allant du 1^{er} janvier 2009 au 30 novembre 2010. Sauf indication contraire, tous les chiffres sont indiqués en dollar des États-Unis.

I. Généralités

A. Soutien financier apporté par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à la Convention et au Secrétariat en 2009 et 2010

3. Au paragraphe 5 de la décision RC-4/12, la Conférence des Parties a invité les organes directeurs du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à continuer d'apporter leur soutien financier ou autre au fonctionnement de la Convention et de son Secrétariat au cours de la période 2009–2011.

4. Au cours de la période sur laquelle porte la présente note, les contributions en nature du PNUE ont pris la forme d'un soutien juridique et administratif, ainsi que d'un appui technique, fournis par l'intermédiaire des correspondants régionaux des accords multilatéraux sur l'environnement.

5. Au cours de cette période, la FAO a augmenté les contributions en nature et en espèces qu'elle verse au Secrétariat. Les contributions en nature consacrées aux dépenses de personnel, qui se sont élevées à 450 000 dollars par an, visaient à financer 25 % d'un poste D-1 (co-Secrétaire exécutif), un poste P-5, un poste P-3 et 25 % d'un poste d'agent des services généraux. D'autres contributions en nature, dont le montant est estimé à 150 000 dollars, ont financé un soutien administratif et juridique au siège de la FAO, ainsi que des locaux et installations de conférence. De plus, la contribution des responsables régionaux et sous-régionaux de la protection des végétaux de la FAO, par leur participation active aux activités d'assistance technique, a été évaluée à 200 000 dollars par an. La contribution annuelle en espèces de la FAO s'est élevée à 300 000 dollars.

B. Appui à la participation des Parties dans le cadre des conventions de Rio

6. En avril 2010, une lettre a été adressée aux secrétariats des conventions de Rio (Convention sur la diversité biologique, Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique et Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques) en vue d'obtenir des informations sur les méthodes utilisées pour faciliter la participation aux réunions de leur Conférence des Parties et sur leur expérience en la matière.

7. Les réponses reçues décrivent les procédures et politiques approuvées par les Conférences des Parties. Ces dernières sont similaires à la procédure adoptée dans la décision RC-4/12 et énoncée dans l'annexe à la décision.

C. Versement des contributions annuelles et des arriérés dans les délais

8. En 2010, 80 % des Parties étaient à jour de leurs contributions, pour un montant équivalent à environ 92 % des quotes-parts.

9. En mai 2010, un rappel insistant sur l'importance de la ponctualité du versement des contributions a été envoyé aux Parties. Bien que l'on ait observé, au cours du présent exercice biennal, une amélioration de la situation s'agissant des arriérés, le montant des contributions non acquittées pour les années antérieures s'élève encore à 148 000 dollars, ce qui représente une diminution d'environ 54 % par rapport au montant des arriérés de l'exercice précédent, chiffré à 276 000 dollars.

10. À la fin du mois d'août 2010, une lettre a été adressée aux Parties qui ne figurent ni parmi les pays les moins avancés, ni parmi les petits États insulaires en développement, et qui présentaient des arriérés de contributions de deux années ou plus, pour leur rappeler qu'il était primordial de régler les contributions non acquittées.

11. Au total, 29 Parties doivent deux ans ou plus d'arriérés de contributions, qui représentent la somme de 79 709 dollars. Il convient de noter que, parmi ces dernières, 10 Parties, dont les arriérés s'élèvent à 57 421 dollars, ne figurent ni parmi les pays les moins avancés, ni parmi les petits États insulaires en développement. Le Secrétariat ayant reçu très peu de réponses, il s'entretiendra probablement de nouveau à ce sujet avec les Parties concernées en 2011.

12. Au 30 novembre 2010, les pays hôtes n'avaient toujours pas versé une grande partie des contributions dues pour 2009 et 2010. Les activités du Secrétariat au cours de cette période en ont fortement souffert et la situation ne pourra que s'aggraver à l'approche de la fin de l'exercice triennal. Le Secrétariat a régulièrement adressé des rappels concernant les contributions non acquittées et a consulté le Bureau pour obtenir des conseils à cet égard. D'autres efforts de communication ont été entamés et se poursuivront.

D. État des contributions versées au 30 novembre 2010

13. Des informations actualisées sur les contributions annoncées et les contributions versées selon le barème des quotes-parts sont régulièrement affichées sur le site Internet de la Convention (www.pic.int). Le tableau 1 de l'annexe II de la présente note fournit des informations sur l'état des contributions au Fonds général d'affectation spéciale, au 30 novembre 2010. Le montant des contributions non acquittées s'élève à 162 537 dollars pour 2010 et 148 841 dollars pour les années précédentes.

14. On trouvera au tableau 2 de l'annexe II de la présente note le bilan des contributions au Fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires, au 30 novembre 2010.

15. Le document UNEP/FAO/RC/COP.5/INF/9 fournit des informations à jour concernant les contributions annoncées et les contributions versées aux deux Fonds.

II. Rapports financiers

A. État des dépenses et des états financiers au 30 novembre 2010

16. L'état des dépenses pour 2010, qui figure au tableau 1 de l'annexe III de la présente note, donne un aperçu des ressources et de leur utilisation selon le format approuvé par la Conférence des Parties à sa quatrième réunion.

17. On trouvera aux tableaux 2 et 3 de l'annexe III de la présente note un état provisoire des dépenses encourues en 2010 pour le budget opérationnel du Fonds général d'affectation spéciale et du Fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires.

18. Globalement, le montant des dépenses au titre du Fonds général d'affectation spéciale en 2010 est estimé à environ 3,7 millions de dollars (non compris les coûts d'appui au programme).

19. Le montant des dépenses financées par le Fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires à l'appui des programmes techniques approuvés pour l'exercice biennal sont estimés à environ 895 000 dollars (non compris les coûts d'appui au programme).

20. On trouvera dans l'annexe IV de la présente note l'état de recettes, des dépenses et de la variation des réserves et des soldes des fonds du Fonds général d'affectation spéciale et du Fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires pour la période 2005-2010, indiquant les montants vérifiés pour la période 2005-2009. On y trouvera également une copie des comptes certifiés des Fonds d'affectation spéciale pour l'exercice biennal 2008-2009, clos le 31 décembre 2009.

21. Ces rapports provisoires sont présentés sans préjudice des états financiers qui seront produits conformément à l'article 21 des règles de gestion financière de la Conférence des Parties, de ses organes subsidiaires, et du secrétariat de la Convention.¹

22. Des informations à jour sur les dépenses des deux Fonds d'affectation spéciale sont fournies dans le document UNEP/FAO/RC/COP.5/INF/9.

III. Effectifs du Secrétariat

23. On trouvera dans l'annexe I de la présente note un tableau illustrant la situation du Secrétariat en matière d'effectifs au 30 novembre 2010.

24. Au cours de la période, le processus de recrutement d'un administrateur de programme hors-classe P-5 et d'un administrateur de programme P-3 dans la partie FAO du Secrétariat a été mené à bien. Tous les postes ont été pourvus dans la partie FAO du Secrétariat.

25. Au PNUE, un conseiller scientifique principal P-5, un administrateur chargé de la sensibilisation P-3 et le nouvel administrateur de programme P-3 ont été recrutés. Les fonctions des

¹ Les règles de gestion financière sont énoncées dans l'annexe à la décision RC-1/4.

postes d'assistant juridique (50 %) et de secrétaire (25 %) non encore pourvus sont actuellement prises en charge par le personnel temporaire. Tous les autres postes au sein du Secrétariat ont été pourvus.

A. Mesure que pourrait prendre la Conférence des Parties

26. La Conférence des Parties souhaitera peut-être :

- a) Prendre note des informations fournies dans la présente note;
- b) Envisager de prendre des mesures supplémentaires à l'encontre de Parties présentant des arriérés de contributions;
- c) Appeler les Parties qui ne l'ont pas encore fait à verser, dès que possible, leurs contributions sur la base du barème des quotes-parts au titre de la Convention;
- d) Appeler les Parties qui sont en mesure de le faire à verser des contributions au Fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires.

Annexe I

Effectifs du Secrétariat de la Convention de Rotterdam pour la période triennale 2009–2011, au 30 novembre 2010

<i>Catégorie de personnel et classe</i>	<i>Effectifs approuvés pour 2009–2011</i>	<i>FAO Postes pourvus</i>	<i>PNUE Postes pourvus</i>	<i>Total Postes pourvus</i>	<i>Remarques</i>
A. Catégorie des administrateurs					
D-1	0,50	0,25	0,25	0,50	note 1, 2
P-5	2,00	1,00	1,00	2,00	note 1
P-4	2,50	1,00	1,50	2,50	note 2
P-3	7,00	3,00	4,00	7,00	note 1
P-2	2,00	1,00	1,00	2,00	
Total partiel	14,00	6,25	7,75	14,00	
B. Catégorie des services généraux					
	7,25	2,50	4,75	7,25	note 1, 3
Total (A + B)	21,25	8,75	12,50	21,25	

Note 1. La contribution de la FAO inclut 25 % d'un poste D-1, un poste P-5, un poste P-3 et 25 % d'un poste d'agent des services généraux sous forme de contributions en nature.

Note 2. La contribution du PNUE inclut 25 % d'un poste D-1, cofinancé par les conventions de Rotterdam et de Stockholm, et 50 % d'un poste d'administrateur financé à l'aide des dépenses d'appui au programme.

Note 3. La contribution du PNUE inclut 50 % d'un poste d'assistant aux finances/budget, 50 % d'un poste d'assistant administratif, 50 % d'un poste d'assistant aux base de données et 50 % d'un poste d'assistant de publication, tous financés à l'aide des dépenses d'appui au programme.

Annexe II

État des quotes-parts et des contributions au Fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires

Tableau 1
État des contributions au 30 novembre 2010

	État membre	Arriérés de contributions pour les années antérieures	Quotes-parts pour 2010	Contributions reçues en 2010 pour les années antérieures	Contributions reçues en 2010 pour 2010	Contributions reçues en 2010 pour 2011	Contributions non acquittées pour 2010 et les années antérieures
1	Afrique du Sud	—	7 795	—	7 795	—	—
2	Albanie	—	17	—	—	—	17
3	Allemagne	—	230 556	—	230 556	—	—
4	Antigua et Barbuda	—	17	—	—	—	17
5	Arabie saoudite	19 740	20 107	—	—	—	39 847
6	Argentine	8 502	8 736	—	—	—	17 238
7	Arménie	—	209	—	209	—	—
8	Australie	—	48 036	—	48 036	50 154	—
9	Autriche	—	23 843	—	23 843	—	—
10	Belgique	—	29 623	—	29 606	—	17
11	Belize	—	209	—	209	—	—
12	Bénin	(30)	209	—	—	—	179
13	Bolivie (État plurinational de)	695	209	695	209	—	—
14	Bosnie-Herzégovine	—	209	—	209	—	—
15	Botswana	—	376	—	376	—	—
16	Brésil	65 080	23 548	65 080	—	—	23 548
17	Bulgarie	—	538	—	538	—	—
18	Burkina Faso	112	209	—	—	—	321
19	Burundi	407	209	—	—	—	616
20	Cameroun	1 152	209	—	—	—	1 361
21	Canada	—	80 024	—	80 024	83 552	—
22	Cap-Vert	605	209	—	—	—	814
23	Chili	—	4 328	—	4 328	—	—
24	Chine	—	71 691	—	71 691	—	—
25	Chypre	—	1 183	—	1 183	—	—
26	Colombie	2 056	2 817	2 056	2 817	—	—
27	Congo	605	209	—	—	—	814

	<i>État membre</i>	<i>Arriérés de contributions pour les années antérieures</i>	<i>Quotes-parts pour 2010</i>	<i>Contributions reçues en 2010 pour les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2010 pour 2010</i>	<i>Contributions reçues en 2010 pour 2011</i>	<i>Contributions non acquittées pour 2010 et les années antérieures</i>
28	Costa Rica	65	806	—	—	—	871
29	Côte d'Ivoire	1 389	209	—	—	—	1 598
30	Croatie	—	1 344	—	1 344	1 403	—
31	Cuba	2 604	1 452	—	—	—	4 056
32	Danemark	—	19 332	—	19 332	—	—
33	Djibouti	1 015	209	—	—	—	1 224
34	Dominique	203	209	—	—	—	412
35	Émirats arabes unis	7 920	8 118	—	—	—	16 038
36	Équateur	—	564	—	564	—	—
37	El Salvador	—	538	—	—	—	538
38	Érythrée	—	209	—	209	203	—
39	Espagne	—	79 782	—	79 782	—	—
40	Estonie	30	430	—	430	—	30
41	Éthiopie	(209)	209	—	—	218	—
42	ex-République yougoslave de Macédoine	—	17	—	—	—	17
43	Finlande	—	15 161	—	15 161	—	—
44	France	—	169 376	—	169 376	—	—
45	Gabon	1 270	209	—	—	—	1 479
46	Gambie	203	209	—	—	—	412
47	Géorgie	(209)	209	—	—	—	—
48	Ghana	203	209	203	—	—	209
49	Grèce	—	16 021	—	—	—	16 021
50	Guatemala	—	134	—	—	—	134
51	Guinée	1 043	209	—	—	—	1 252
52	Guinée-Bissau	203	209	—	—	—	412
53	Guinée équatoriale	453	209	—	—	—	662
54	Guyana	25	209	—	209	—	25
55	Hongrie	—	6 559	—	—	—	6 559
56	Îles Cook	641	209	—	—	—	850
57	Îles Marshall	821	209	204	—	—	826
58	Inde	11 792	12 096	11 772	12 061	—	55

	<i>État membre</i>	<i>Arriérés de contributions pour les années antérieures</i>	<i>Quotes-parts pour 2010</i>	<i>Contributions reçues en 2010 pour les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2010 pour 2010</i>	<i>Contributions reçues en 2010 pour 2011</i>	<i>Contributions non acquittées pour 2010 et les années antérieures</i>
59	Iran (République islamique d')	9 285	4 839	—	—	—	14 124
60	Irlande	11 641	11 962	11 641	11 962	12 489	—
61	Italie	—	136 257	—	136 257	—	—
62	Jamahiriya arabe libyenne	17 276	1 667	8 293	—	—	10 650
63	Jamaïque	—	269	—	—	—	269
64	Japon	—	459 955	—	459 955	—	—
65	Jordanie	—	323	—	323	—	—
66	Kazakhstan	—	780	—	762	—	18
67	Kenya	—	269	—	269	—	—
68	Koweït	13 614	4 892	—	—	—	18 506
69	Kirghizistan	(209)	209	—	—	—	—
70	Liban	889	914	—	—	—	1 803
71	Lesotho	—	209	—	41	—	168
72	Lettonie	—	484	—	484	488	—
73	Libéria	605	427	—	—	—	1 032
74	Liechtenstein	—	209	—	209	—	—
75	Lituanie	(833)	833	—	—	870	—
76	Luxembourg	—	2 285	—	2 285	—	—
77	Madagascar	9	209	—	209	—	9
78	Malaisie	—	5 107	—	5 107	5 333	—
79	Malawi	119	209	—	—	—	328
80	Maldives	—	209	—	209	—	—
81	Mali	1 043	209	1 043	209	—	—
82	Mauritanie	867	209	—	—	—	1 076
83	Maurice	—	296	—	296	309	—
84	Mexique	—	60 670	—	—	—	60 670
85	Mongolie	—	209	—	209	218	—
86	Mozambique	—	87	—	—	—	87
87	Namibie	886	209	479	137	—	479
88	Népal	523	209	—	—	—	732
89	Nicaragua	203	209	—	—	—	412

	<i>État membre</i>	<i>Arriérés de contributions pour les années antérieures</i>	<i>Quotes-parts pour 2010</i>	<i>Contributions reçues en 2010 pour les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2010 pour 2010</i>	<i>Contributions reçues en 2010 pour 2011</i>	<i>Contributions non acquittées pour 2010 et les années antérieures</i>
90	Niger	605	209	—	—	—	814
91	Nigéria	—	1 290	—	1 000	—	290
92	Norvège	—	21 021	—	21 021	—	—
93	Nouvelle-Zélande	—	6 881	—	6 881	7 185	—
94	Oman	—	1 962	—	1 962	—	—
95	Ouganda	(209)	209	—	—	2 412	—
96	Pakistan	—	1 586	—	1 586	976	—
97	Panama	2 855	618	—	—	—	3 473
98	Paraguay	203	209	203	—	—	209
99	Pays-Bas	48 989	50 348	—	99 337	58 995	—
100	Pérou	7 068	2 097	—	—	—	9 165
101	Philippines	2 040	2 097	2 040	590	—	1 507
102	Pologne	10	13 467	—	13 467	—	10
103	Portugal	—	14 166	—	14 166	—	—
104	Qatar	—	2 285	—	2 285	—	—
105	République arabe syrienne	5	430	—	435	456	—
106	République de Corée	—	58 412	—	58 412	—	—
107	République de Moldavie	—	209	—	209	—	—
108	République démocratique du Congo	941	209	—	—	—	1 150
109	République dominicaine	628	645	—	—	—	1 273
110	République populaire démocratique de Corée	247	209	—	—	—	456
111	République tchèque	—	7 553	—	7 553	—	—
112	République-Unie de Tanzanie	(195)	209	—	—	—	14
113	Roumanie	—	1 882	—	—	—	1 882
114	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	—	178 542	—	178 542	—	—
115	Rwanda	203	209	—	—	—	412
116	Samoa	—	209	—	209	—	—
117	Sénégal	1 043	209	—	—	—	1 252
118	Serbie	83	511	83	511	—	—

	<i>État membre</i>	<i>Arriérés de contributions pour les années antérieures</i>	<i>Quotes-parts pour 2010</i>	<i>Contributions reçues en 2010 pour les années antérieures</i>	<i>Contributions reçues en 2010 pour 2010</i>	<i>Contributions reçues en 2010 pour 2011</i>	<i>Contributions non acquittées pour 2010 et les années antérieures</i>
119	Singapour	—	9 328	—	9 328	9 739	—
120	Slovaquie	15	1 693	—	1 708	1 753	—
121	Slovénie	—	2 581	—	2 581	2 694	—
122	Somalie	—	35	—	—	—	35
123	Sri Lanka	—	430	—	—	—	430
124	Soudan	1 107	269	—	—	—	1 376
125	Suriname	203	209	203	209	—	—
126	Suède	—	28 789	—	—	—	28 789
127	Suisse	—	28 074	—	28 074	—	—
128	Tchad	1 043	209	—	—	—	1 252
129	Thaïlande	—	5 000	—	5 000	5 220	—
130	Togo	1 043	209	—	—	—	1 252
131	Tonga	—	105	—	—	—	105
132	Trinité-et-Tobago	—	444	—	444	—	—
133	Union européenne	—	52 268	—	52 268	—	—
134	Ukraine	—	1 210	—	—	—	1 210
135	Uruguay	706	726	706	726	—	—
136	Venezuela (République bolivarienne de)	5 232	5 376	5 232	—	—	5 376
137	Viet Nam	—	645	—	645	674	—
138	Yémen	605	209	—	—	—	814
	Total partiel	258 774	2 090 706	109 933	1 928 169	245 341	311 378
	Contributions des pays d'accueil ¹						
	Italie	840 433	876 000	434 487	—	—	1 281 946
	Suisse	—	876 000	—	817 613	—	—
	Total partiel	840 433	1 752 000	434 487	817 613	—	1 281 946
	Total	1 099 207	3 842 706	544 420	2 745 782	245 341	1 593 324

Note 1. Les contributions des pays d'accueil, d'un montant de 600 000 par pays d'accueil et par an, ont été estimées à 1 752 000 dollars sur la base du taux de change appliqué par les Nations Unies de 1,46 au 1^{er} octobre 2008. Les paiements ont été effectués en euros et transcrits sur la base du taux de change en vigueur à la date du versement.

Table 2

Recettes et contributions du Fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires (RV), au 30 novembre 2010

	<i>Pledge</i>	<i>Montant</i>	<i>Remarques</i>
Recettes			
Solde reporté de 2005		930 000	Dont 580 000 dollars affectés par la Suisse à des projets dont il sera décidé ultérieurement
Montant non dépensé en 2005		30 000	
Solde reporté de 2006		242 065	Décision RC-2/7
Montant non dépensé en 2006		119 000	
<i>Total partiel</i>		<i>1 321 065</i>	
Contributions reçues en 2007			
États-Unis	150 000	150 000	Assistance technique
Espagne	32 153	32 153	Assistance technique
Espagne	25 000 €	36 443	Activités régionales en Amérique latine
Japon	600 000	400 000	Amiante
Norvège	16 722	16 722	Frais de voyage des participants
Pays Bas	84 992	84 992	50 % de l'assistance technique et 50 % des frais de voyage des participants
République tchèque	8 000	7 980	Deuxième réunion du Groupe de travail spécial conjoint
Suède	62 014	62 014	Frais de voyage des participants aux réunions sur les synergies et autres réunions
<i>Total partiel</i>		<i>790 304</i>	
Contributions reçues en 2008			
Allemagne	20 000 €	26 588	Frais de voyage des participants à la quatrième réunion de la Conférence des Parties
Communauté européenne	64 000 €	94 675	Subvention en faveur de l'élaboration de boîtes à outils
Espagne	50 000 €	64 683	Assistance technique en Amérique latine
États-Unis	150 000	150 000	Assistance technique
Finlande	15 000 €	23 328	Frais de voyage des participants à la quatrième réunion de la Conférence des Parties
Norvège	150 000 KrN	28 743	Frais de voyage des participants à la quatrième réunion de la Conférence des Parties
Norvège	700 000 KrN	99 573	Assistance technique
Pays-Bas	6 091 €	7 890	Réception à la quatrième réunion de la Conférence des Parties
Suède (KEMI)	200 000 KrS	30 257	Frais de voyage des participants à la quatrième réunion de la Conférence des Parties

	<i>Pledge</i>	<i>Montant</i>	<i>Remarques</i>
			Parties
<i>Total partiel</i>		<i>525 737</i>	
Contributions reçues en 2009			
Communauté européenne	80 000 €	105 820	Subvention au voyage des participants à la quatrième réunion de la Conférence des Parties (premier versement)
Communauté européenne	20 000 €	31 038	Subvention au voyage des participants à la quatrième réunion de la Conférence des Parties (versement final)
Communauté européenne	120 000 €	177 515	Assistance technique (premier versement)
Espagne	50 000 €	70 225	Assistance technique
États-Unis	150 000	150 000	Assistance technique
Norvège	150 000 KrN	22 624	Participation des pays en développement aux réunions intergouvernementales
Pays-Bas	170 000	169 990	Assistance technique
<i>Total partiel</i>		<i>727 212</i>	
Contributions reçues en 2010			
Allemagne	50 000 €	68 027	Appui aux synergies entre les conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm
Norvège	90 000 KrN	14 925	Participation des pays en développement aux réunions intergouvernementales
Pays-Bas	85 000	84 990	Assistance technique
Suède	33 330	33 330	Programme de petites subventions en collaboration avec les centres régionaux (promotion des synergies entre les conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm)
<i>Total partiel</i>		<i>201 272</i>	
Recettes totales		3 565 590	

Annexe III

Mise en œuvre du budget-programme pour la période triennale 2009–2011

Tableau 1

Budget des activités de programme et du programme opérationnel pour la période triennale 2009-2011

Préparation et conduite des réunions de la Conférence des Parties et des organes subsidiaires

(A. Garantir le fonctionnement efficace de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires)

Textes portant autorisation des travaux :

Fonctions du Secrétariat telles que définies par le paragraphe 2, alinéa a), de l'article 19 de la Convention, le règlement intérieur et les décisions ultérieures de la Conférence des Parties.

Objectifs :

Assurer la préparation, le service et le suivi efficaces des réunions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires.

Indicateurs de succès :

1. Installations et services adéquats pour les réunions;
2. Pourcentage de documents de travail fournis aux Parties dans toutes les langues de travail conformément aux délais fixés;
3. Fourniture d'un appui logistique et technique efficace aux réunions;
4. Participation satisfaisante des représentants de pays en développement et de pays à économie en transition (sous réserve de la disponibilité de fonds).

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne ou externe)	Activités entreprises et résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
1	Cinquième réunion de la Conférence des Parties : préparer et envoyer les invitations; organiser le voyage des représentants parrainés; traduire et publier tous les documents de réunion; fournir un appui au Président avant et pendant la réunion; inscrire les participants et les observateurs; fournir un appui logistique, y compris pour les salles	Réunion de la Conférence des Parties organisée avec succès; documentation de la réunion dans les six langues officielles de l'ONU.	Interne; fonds pour les frais de voyage des fonctionnaires (30 000 dollars), les traitements et les frais de voyage du personnel de conférence, la traduction, la logistique (625 000 dollars) et la participation des représentants parrainés à la cinquième réunion de la Conférence des Parties	La cinquième réunion de la Conférence des Parties se tiendra du 20 au 24 juin 2011 à Genève. Il s'agira d'une réunion sans papier.	400 000	—	121 071	—		

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne ou externe)	Activités entreprises et résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
	de réunion, l'interprétation, la sécurité, etc.; fournir un appui à la Conférence et à ses groupes de travail pendant et entre les réunions. Durée : cinq jours.		(500 000 dollars).							
2	Cinquième, sixième et septième réunions du Comité d'étude des produits chimiques : prendre les dispositions logistiques voulues; préparer et envoyer les invitations; collaborer avec le Bureau sur l'étude préliminaire des produits chimiques dont l'inscription est envisagée et la fixation des priorités; fournir un appui aux groupes de travail et aux groupes de rédaction intersessions; établir et publier tous les documents connexes; organiser le voyage des experts parrainés; inscrire les participants et les observateurs; fournir un appui au Président avant et pendant les réunions; s'occuper des questions relatives à la nomination de nouveaux membres à la sixième réunion du	Réunions du Comité d'étude organisées avec succès; bon fonctionnement des groupes de travail et des groupes de rédaction intersessions, selon le cas.	Interne; fonds pour les frais de voyage des fonctionnaires (52 500 dollars), les traitements et les frais de voyage du personnel de conférence, la traduction, la logistique (330 000 dollars) et la participation des représentants et des experts parrainés aux cinquième et sixième réunions du Comité d'étude (270 000 dollars).	La cinquième réunion s'est tenue à Rome du 23 au 27 mars 2009 et la sixième réunion s'est tenue à Genève du 15 au 19 mars 2010. Le Secrétariat s'est chargé des préparatifs concernant les installations de conférence et le personnel, et a assuré la liaison avec les différents prestataires de service. La septième réunion se tiendra à Rome du 28 mars au 1er avril 2011.	435 000	—	475 093	19 375		

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne ou externe)	Activités entreprises et résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
	Comité d'étude. Durée : 5 jours chacune pour la cinquième réunion du Comité d'étude à Rome, sa sixième réunion à Genève et sa septième réunion à Rome.									
3	Réunions annuelles du Bureau : prendre les dispositions voulues concernant le lieu, le voyage des membres du Bureau, la logistique et la documentation pour chaque réunion. Une réunion supplémentaire du Bureau est prévue immédiatement après la cinquième réunion de la Conférence des Parties en 2010; une réunion en 2009 (Genève) et 2010 (Rome). Et deux réunions en 2011 (Rome et Genève).	Réunions du Bureau organisées avec succès; documentation pour les réunions en anglais seulement.	Interne; fonds pour les frais de voyage des fonctionnaires (20 000 dollars) et des membres du Bureau (50 000 dollars).	Le Bureau a tenu une réunion à Rome le 7 septembre 2010. Le rapport de la réunion est disponible sur le site www.pic.int.	35 000	—	14 594	—		
4	Organiser et appuyer la réunion extraordinaire de la Conférence des Parties qui se tiendra simultanément aux réunions des Conférences des Parties aux conventions de Bâle et de Stockholm (février 2010): organiser le voyage des représentants parrainés; traduire et publier tous	Réunion extraordinaire de la Conférence des Parties organisée avec succès; documentation de la réunion dans les six langues officielles de l'ONU.	Interne; fonds pour les frais de voyage des fonctionnaires (10 000 dollars). Externe (financé par un Fonds d'affectation spéciale distinct); traduction, logistique et participation représentants parrainés à la réunion extraordinaire de février 2010.	Les réunions extraordinaires simultanées des Conférences des Parties aux conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm se sont tenues à Bali (Indonésie), du 22 au 24 février 2010. Le Secrétariat a pris les dispositions voulues	10 000	—	—	—		

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne ou externe)	Activités entreprises et résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
	les documents de réunion; fournir un appui au Président avant et pendant les réunions; inscrire les participants et les observateurs; mettre en commun les moyens d'appui logistique, notamment pour l'interprétation et la sécurité.			concernant le voyage des représentants, la traduction et la publication des documents de réunion, ainsi que l'inscription des représentants. Il a également assuré la liaison avec les Services de conférence pour tout ce qui a trait à l'appui logistique.						
		Total partiel			880 000	—	610 758	19 375	—	—

**Appui au programme et appui intersectoriel
(B. Information et assistance aux Parties dans la mise en œuvre de la Convention)**

I. Appui juridique

Textes portant autorisation des travaux :

Fonctions du Secrétariat telles que définies par le paragraphe 2, alinéas b) et d), de l'article 19 de la Convention.

Objectifs :

1. Faciliter le fonctionnement de la Convention, de son Secrétariat ainsi que de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires d'une manière conforme aux dispositions de la Convention;
2. Aider, sur demande, les Parties à mettre en œuvre la Convention;
3. Améliorer le respect par les Parties de leurs obligations au titre de la Convention
4. Veiller à ce que les décisions et les mesures prises soient compatibles avec les règlements de l'Organisation des Nations Unies.

Indicateur de succès :

Orientations juridiques dans l'application de la Convention et conseils juridiques fournis rapidement et comme il convient aux Parties, au Secrétariat ainsi qu'à la Conférence des Parties et à ses organes subsidiaires

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne ou externe)	Activités entreprises et résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépenses autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépenses autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
5	Fournir des conseils d'ordre général et des avis juridiques : répondre aux demandes des Parties concernant l'application et le respect de la Convention.	Conseils d'ordre général et avis juridiques fournis aux Parties et au Secrétariat selon les besoins.	Interne; fonds pour les frais de voyage des fonctionnaires (11 500 dollars).	Le Secrétariat a fourni des conseils et une assistance sur des questions juridiques ou d'ordre général, par oral et par écrit, pour répondre aux demandes orales et écrites émanant des Parties et des observateurs, du personnel du Secrétariat, des partenaires et des parties prenantes, comme suit : 1) questions juridiques et politiques sur i) les dispositions de la Convention et le règlement intérieur, ii) les accords multilatéraux sur l'environnement, iii) le droit international public, privé et administratif, iv) les questions relatives au commerce international, v) les instruments régissant les activités et les opérations de l'ONU; 2) Services juridiques	7 000	—	8 423	—		

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne ou externe)	Activités entreprises et résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
				concernant i) les réunions extraordinaires des Conférences des Parties en février 2010 (l'accréditation, par exemple), ii) la sixième réunion du Comité d'étude des produits chimiques, en mars 2010, iii) les groupes d'experts juridiques concernés (avec le Service « Substances chimiques » du PNUE sur l'élaboration de structures juridiques et institutionnelles et les mesures de recouvrement des coûts pour la gestion rationnelle des produits chimiques), iv) les équipes de travail.						
6	Élaborer un programme d'assistance technique aux Parties visant à donner une bonne assise juridique à la mise en œuvre de la Convention : faciliter le renforcement des capacités nationales, au niveau notamment du personnel et des infrastructures nécessaires au respect des obligations découlant de la Convention; et	Élaboration d'outils d'information et d'assistance juridique pour faciliter la mise en œuvre du programme au niveau national.	Interne; fonds pour les frais de voyage des fonctionnaires (15 000 dollars) et pour un consultant chargé d'élaborer les outils (15 000 dollars).	Le Secrétariat a fourni des avis juridiques concernant l'élaboration et l'administration des programmes d'assistance juridique et technique et des programmes de renforcement des capacités, et a contribué à la mise en place des volets juridiques d'autres activités d'assistance technique. Le Secrétariat s'efforce également d'élaborer des documents d'orientation et des études de cas juridiques, ou de les mettre à jour.	25 000	—	—	—		

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne ou externe)	Activités entreprises et résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépenses autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépenses autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
	élaborer, à la demande, des mécanismes nouveaux et novateurs permettant de fournir des informations et un programme d'assistance aux Parties.									
7P	Élaborer un cadre juridique et administratif d'appui à la gestion rationnelle des produits chimiques industriels pour compléter les programmes de gestion des produits chimiques agricoles mis en place dans la plupart des pays Parties à la Convention.	Les Parties sont mieux à même de tirer avantage des dispositions; promotion d'une approche synergique pour les activités intéressant les produits chimiques industriels dans le cadre d'autres accords, y compris les Conventions de Stockholm et de Bâle et l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques.	Interne; fonds pour les frais de voyage des fonctionnaires (15 000 dollars) et pour un consultant chargé d'élaborer les outils (45 000 dollars).	Le Secrétariat a fourni des avis juridiques sur une série de documents actuellement mis à l'essai dans des pays pilotes et a collaboré avec les principaux partenaires pour mener à bien les activités concernant, entre autres : i) une feuille de route ou une stratégie sur les produits chimiques industriels; ii) un plan stratégique visant à aider les Parties à se doter des capacités suffisantes pour communiquer les réponses concernant les importations et adopter les mesures de réglementation finales relatives aux produits chimiques industriels; iii) les réunions; iv) les études pilotes sur l'amélioration de la gestion des produits chimiques industriels dans les pays en développement et les pays à économie en transition, qui incluent la préparation d'études de cas	55 000	—	52 115	—		

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne ou externe)	Activités entreprises et résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
				sur l'élaboration des cadres juridiques régissant les produits chimiques industriels, notamment une analyse des enjeux et des leçons retenues dans le cadre de l'élaboration d'instruments juridiques dans un certain nombre de pays, qui permettra de fournir des orientations pratiques aux Parties; v) la boîte à outils sur l'évaluation des risques de l'Organisation mondiale de la santé, qui comporte une section relative à la Convention.						
		Total partiel			87 000	—	60 538	—	—	—

II. Fourniture d'une assistance technique aux niveaux national et régional

Textes portant autorisation des travaux :

Fonctions du Secrétariat telles que définies par le paragraphe 2, alinéa b), de l'article 19 et les décisions ultérieures de la Conférence des Parties relatives à la fourniture d'une assistance technique aux échelons national et régional.

Objectifs :

Veiller à ce que les besoins des Parties en matière d'assistance technique pour l'application de la Convention soient satisfaits pour qu'elles puissent tirer pleinement parti des dispositions de la Convention.

Indicateurs de succès :

1. Assistance et avis techniques fournis rapidement aux Parties pour répondre à leurs besoins spécifiques;
2. Amélioration de la connaissance qu'ont les Parties des avantages que présente la Convention et de leur aptitude à se conformer à ses dispositions;

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne ou externe)	Activités entreprises et résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
A. Pochette de documentation										
8P	Pochette de documentation : examiner et, au besoin, mettre à jour les documents existants, notamment en assurer la traduction dans toutes les langues des Nations Unies; les publier et les diffuser auprès des bureaux régionaux et des partenaires, et les utiliser dans le cadre des activités nationales et régionales d'assistance technique en faveur des Parties ou à l'appui d'autres objectifs.	Examen, mise à jour, traduction selon les besoins, et diffusion des documents, outils et orientations existants (600 pochettes par an, 400 au titre du Fonds d'affectation spéciale RO et 200 au titre du Fonds d'affectation spéciale RV).	Interne; fonds pour l'élaboration d'outils d'apprentissage électroniques, de la traduction et de la reproduction (160 000 dollars), et des services de consultant (40 000 dollars).	La pochette de documentation est mise à jour, enrichie et révisée; les publications existantes sont revues et réimprimées. Les documents sont traduits dans les six langues officielles des Nations Unies. Poursuite des travaux sur le programme d'apprentissage électronique (CD-ROM) lancé en 2008. De nouveaux documents sont préparés et publiés (produits chimiques soumis à la procédure PIC, brochure « Chemicals Snapshot », dossier sur les questions douanières) et les orientations sur la notification des mesures de réglementation finales sont achevées.	100 000	45 000	60 000	8 400		
		Total partiel			100 000	45 000	60 000	8 400	—	—

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne ou externe)	Activités entreprises et résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépenses autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépenses autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
B. Réunions nationales et sous-régionales										
1. Réunions sous-régionales de sensibilisation et de formation										
9P	Organiser des réunions sous-régionales de sensibilisation et de formation consacrées aux Parties ayant des difficultés à s'acquitter de leurs obligations conventionnelles. Ces réunions permettront de fournir une formation pratique pour ce qui est du fonctionnement de la Convention, notamment la formation à l'utilisation des documents d'orientation des décisions dans le processus de prise de décisions au niveau national, et donneront aux pays l'occasion d'échanger leurs données d'expérience (quatre réunions sous-régionales, cinq pays participant à chaque réunion et 25 participants par atelier). Activités menées en coopération avec les conventions de Bâle et de Stockholm.	Appui fourni aux pays pour les aider à s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm.	Interne; fonds pour les ateliers et réunions (240 000 dollars).	Au cours de la période, six réunions sous-régionales de sensibilisation et de formation se sont tenues : deux en Afrique du Sud, une en Arménie, une au Salvador, une au Ghana, et une au Viet Nam. Les réunions ont porté sur toutes les sous-régions de l'Afrique, la région Asie-Pacifique, la région Europe orientale et la région Amérique latine et Caraïbes.	—	180 000	—	337 090	Les fonds en faveur des activités d'assistance technique sont provenus de la Communauté européenne, de l'Espagne, de la Norvège, des Pays-Bas et des États-Unis.	690 269

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne ou externe)	Activités entreprises et résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
2. Réunions de planification nationales et sous-régionales										
10	Aider les Parties à définir les volets des stratégies ou des plans d'action nationaux pour la mise en œuvre de la Convention et, si nécessaire, organiser des séminaires nationaux de suivi : organiser six réunions nationales, six réunions sous-régionales (avec trois pays au maximum et 15 participants) et 24 séminaires nationaux de suivi. Activités menées en coopération avec les conventions de Bâle et de Stockholm.*	Fourniture d'avis techniques et scientifiques	Interne; fonds pour les ateliers et réunions (642 000 dollars).	Six réunions nationales sur l'élaboration des plans d'action nationaux se sont tenues en Afrique du Sud, en Jamahiriya arabe libyenne, à Madagascar, en Ouganda, en République populaire démocratique de Corée et au Togo. Cinq réunions sous-régionales sur l'élaboration des plans d'action nationaux se sont également tenues au Botswana, au Chili, en République arabe syrienne, au Rwanda et en Ukraine. Au total, 38 pays ont élaboré un plan d'action national pour la mise en œuvre de la Convention.	—	428 000	27 640	47 075		
3. Réunions thématiques										
a) Réunions thématiques sur des questions spécifiques										
11P	Questions commerciales : organiser des réunions nationales de formation axées sur les pays exportateurs et leurs obligations en matière d'exportation (deux réunions); et des réunions des partenaires commerciaux associant les pays exportateurs et les principaux partenaires commerciaux (deux réunions rassemblant quatre partenaires commerciaux).	Les Parties sont en mesure de remplir leurs obligations s'agissant de l'exportation des produits chimiques.	Interne; fonds pour les ateliers et réunions (240 000 dollars).	Deux réunions sur les questions commerciales qui se posent dans le cadre de la Convention se sont tenues en 2009 : une réunion entre la Communauté européenne et certains de ses partenaires commerciaux et une réunion entre la Chine et ses partenaires.	—	240 000	—	6 443		

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne ou externe)	Activités entreprises et résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
12P	Élaboration d'un programme de surveillance des formulations pesticides extrêmement dangereuses : organiser quatre réunions faisant le point sur la surveillance et quatre programmes sur les formulations pesticides extrêmement dangereuses.	Les Parties surveillent les effets des pesticides sur la santé humaine et l'environnement.	Interne; fonds pour les ateliers et réunions (280 000 dollars).	Les programmes pilotes sur la surveillance et la communication des cas d'empoisonnement par les pesticides ont été mis en œuvre au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, au Ghana, au Mali, au Togo et en République-Unie de Tanzanie. Des ateliers visant à lancer l'élaboration de projets pilotes se sont tenus en Jordanie, au Liban et en République arabe syrienne. Au cours de la période considérée, une proposition tendant à inscrire une formulation pesticide extrêmement dangereuse a été soumise. Cette proposition, qui concerne le paraquat, sera examinée par le Comité d'étude en mars 2011.	—	210 000	—	—		
13P	Mobilisation des ressources : élaborer et appliquer un programme permettant d'améliorer l'accès aux ressources financières et autres ressources pour aider les Parties à satisfaire à leurs obligations au titre de la Convention (quatre réunions sous-régionales sur l'élaboration de propositions de projet). Activités menées en coopération avec les	Appui fourni aux Parties en vue de favoriser le respect de la Convention.	Interne; fonds pour ateliers et réunions (200 000 dollars).	Trois séances de formation à l'élaboration de propositions de projet ont été dispensées dans le cadre des ateliers régionaux de sensibilisation sur la coordination et la coopération entre les conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm. Ces ateliers se sont tenus à Pretoria, (Afrique du Sud) en 2009, à Montevideo en 2009, et à Beijing en 2010. En outre, un outil de formation sur la	—	150 000	—	—		

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne ou externe)	Activités entreprises et résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
	conventions de Bâle et de Stockholm.*			mobilisation des ressources a été élaboré en coopération avec l'UNITAR et les trois conventions. Cet outil a été mis à l'essai au cours de deux ateliers régionaux, qui se sont tenus à Bratislava et San Salvador en 2010. Un autre atelier doit se tenir au Sénégal en avril 2011.						
14P	Préparation des notifications de mesures de réglementation finales : renforcer les capacités des pays en développement pour leur permettre de présenter des notifications conformes aux dispositions de la Convention, telles qu'appliquées par le Comité d'étude des produits chimiques (trois réunions sous-régionales sur la préparation des notifications de mesures de réglementation finales, chacune incluant trois pays et 15 participants).	Les notifications de mesures de réglementation finales présentées par les Parties sont conformes aux dispositions de la Convention.	Interne; fonds pour les ateliers et réunions (\$150,000).	Les ateliers régionaux sur les synergies consacrés à la participation aux travaux du Comité d'étude des polluants organiques persistants et du Comité d'étude des produits chimiques portent sur certains aspects de cette activité. Trois ateliers ont été organisés en collaboration avec la Convention de Stockholm pour se pencher sur les domaines prioritaires 14, 20, 21 et 22 du programme de travail. Des séances de formation à la préparation des notifications des mesures de réglementation finales ont également été dispensées à l'occasion d'autres réunions, telles que les ateliers de sensibilisation et les réunions sur la préparation des plans d'action nationaux.	—	100 000	—	—		

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne ou externe)	Activités entreprises et résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépenses autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépenses autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
15	Programme à l'intention des Parties qui souhaitent examiner leur liste de produits chimiques : élaborer un programme d'assistance aux Parties qui souhaitent examiner leur liste de produits chimiques afin d'optimiser les avantages qu'elles procurent au niveau national (trois réunions, chacune rassemblant 10 pays et 20 participants).	Les Parties examinent leur liste de produits chimiques.	Interne; fonds pour les ateliers et réunions (240 000 dollars).	Une réunion sous-régionale s'est tenue en Asie.	—	160 000	—	—		
b) Actions menées en commun avec le secrétariat de la Convention de Stockholm										
16	Organiser des réunions de sensibilisation du public : ces réunions seraient axées sur les questions sanitaires et environnementales intéressant les produits chimiques visés par les conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm, en soulignant l'approche fondée sur le cycle de vie, et feraient intervenir un large public, à savoir les secteurs public et privé (quatre réunions, chacune rassemblant cinq pays). Activités menées en coopération avec les conventions de Bâle et de Stockholm.*	Sensibilisation accrue à la Convention au niveau national.	Interne; fonds pour les ateliers et réunions (160 000 dollars).	Au cours de la période considérée, quatre réunions sous-régionales ont été organisées en Afrique du Sud (octobre 2009), au Ghana (octobre 2009), au Salvador (mars 2010 et au Viet Nam (juin 2010). Une cinquième réunion doit se tenir en Jamaïque en juin 2011.	—	120 000	—	—		

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne ou externe)	Activités entreprises et résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
17P	Activités de formation des agents des douanes : organiser des activités de formation des agents des douanes en faveur des partenaires importateurs et des partenaires exportateurs; collaborer avec l'Initiative Douanes vertes à la fourniture d'un appui aux Parties en vue de faciliter la mise en œuvre des obligations énoncées dans la Convention (quatre réunions, chacune rassemblant cinq pays). Activités menées en coopération avec les conventions de Bâle et de Stockholm.*	Formation des fonctionnaires des douanes	Interne; fonds pour les ateliers et réunions (300 000 dollars).	Le Secrétariat a participé, conjointement avec les conventions de Bâle et de Stockholm, aux ateliers de l'Initiative Douanes vertes, qui se sont tenus en Inde, au Kenya, en Mongolie, au Nigeria et au Qatar en 2009, ainsi qu'aux ateliers organisés au Malawi, aux Maldives, en République dominicaine et au Viet Nam en 2010. Le Secrétariat a également participé aux réunions régionales organisées en coopération avec OzoneAction à Budapest en 2009 et au Turkménistan en 2010, ainsi qu'aux réunions du Réseau régional pour l'application des accords multilatéraux sur l'environnement, tenues en Thaïlande en 2009 et à Beijing en 2010.	—	225 000	10 107	15 783		
18P	Élaborer et exécuter un programme de renforcement des capacités destiné à améliorer l'accès des pays au centre d'échange et son utilisation (quatre réunions, chacune rassemblant cinq pays). Activités menées en coopération avec les conventions de Bâle et de Stockholm.*	Fourniture d'informations sur les produits chimiques.	Interne; fonds pour les ateliers et réunions (160 000 dollars).	Deux séances de formation pilotes ont été organisées dans le cadre des ateliers sous-régionaux de sensibilisation qui se sont tenus en Arménie en novembre 2009 et au Viet Nam en juin 2010, pour présenter et mettre à l'essai le modèle de module en ligne sur les réponses concernant les importations à intégrer aux éléments du mécanisme d'échange d'informations relatifs à la	—	120 000	—	—		

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne ou externe)	Activités entreprises et résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
				Convention de Rotterdam, et recueillir des observations à son égard. Les représentants de huit pays des régions concernées ont participé aux réunions.						
19	Élaborer et mettre en œuvre un volet du programme d'assistance technique destiné à faciliter la fourniture d'informations et de projets sur les services juridiques et apparentés aux pays Parties, aux niveaux régional et national : organiser quatre réunions, chacune rassemblant cinq pays.	Accroissement de l'aide juridique fournie.	Interne; fonds pour les ateliers et réunions (200 000 dollars).	Le Secrétariat a lancé une série d'ateliers juridiques, conjointement organisés avec les secrétariats des conventions de Bâle et de Stockholm. Le premier atelier s'est tenu immédiatement après l'atelier sur les synergies organisé au Salvador en décembre 2010. Le Secrétariat a également organisé, en coopération avec le Service « Substances chimiques » et la Division du droit de l'environnement et des conventions du PNUE, les ateliers juridiques qui se sont tenus en Zambie (juillet 2010) et en Uruguay (décembre 2010).	—	150 000	—	—		
4. Promotion de la coopération										
20	Promouvoir la coopération entre les autorités nationales désignées, notamment la coopération avec les correspondants techniques des accords multilatéraux sur l'environnement	Fourniture d'un appui en vue d'encourager la coopération entre les autorités nationales.	Interne; fonds pour les ateliers et réunions (400 000 dollars).	Les ateliers régionaux sur les synergies consacrés à la participation aux travaux du Comité d'étude des polluants organiques persistants et du Comité d'étude des produits chimiques comportent certains éléments de cette	—	300 000	—	—		

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne ou externe)	Activités entreprises et résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
	concernés et autres accords, ainsi qu'avec le PNUE et la FAO, en continuant de tenir des réunions dans chacune des sept régions PIC (huit réunions sous-régionales destinées aux autorités nationales désignées, chacune rassemblant dix pays et 25 participants).			activité. Trois ateliers ont été organisés en collaboration avec la Convention de Stockholm pour examiner les domaines prioritaires 14, 20, 21 et 22 du programme de travail.						
21	Réunions régionales et sous-régionales des autorités nationales désignées et des correspondants de la Convention de Stockholm : organiser quatre réunions sous-régionales à l'intention des autorités nationales désignées et des correspondants de la Convention de Stockholm (chacune rassemblant dix pays et 25 participants) en 2010. Activités menées en coopération avec les conventions de Bâle et de Stockholm.*	Progrès vers une mise en œuvre conjointe au niveau national.	Interne; fonds pour les ateliers et réunions (260 000 dollars).	Les ateliers régionaux sur les synergies consacrés à la participation aux travaux du Comité d'étude des polluants organiques persistants et du Comité d'étude des produits chimiques portent sur certains aspects de cette activité. Trois ateliers ont été organisés en collaboration avec la Convention de Stockholm pour examiner les domaines prioritaires 14, 20, 21 et 22 du programme de travail.	—	260 000	—	96 267	Suède	33 330
22	Coopérer avec les points de contact de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques, de la Convention de Stockholm, de la Convention de Bâle et de	Progrès dans la coopération avec les accords multilatéraux sur l'environnement et d'autres organisations.	Interne; fonds pour les ateliers et réunions (180 000 dollars).	Au cours de la période considérée, trois ateliers régionaux de sensibilisation sur la coordination et la coopération entre les conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm se sont tenus à Pretoria	—	144 000	—	1 306		

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne ou externe)	Activités entreprises et résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépenses autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépenses autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
	la Convention de Rotterdam : organiser dix réunions et prévoir une journée supplémentaire pour permettre aux participants d'examiner les questions relatives à la Convention de Rotterdam.			(Afrique du Sud), à Montevideo (2009) et à Beijing (2010), avec la participation du Secrétariat de l'Approche stratégique.						
		Total partiel			—	2 787 000	37 747	503 964	—	723 599
	C. Collaboration directe avec différents pays sur des questions spécifiques									
23P	Élaborer des programmes pour fournir aux Parties qui le demandent une assistance sur des questions particulières en l'intégrant aux activités en cours au niveau national ou régional, y compris la formation à l'utilisation des documents d'orientation des décisions existants pour faciliter la prise de décisions au niveau national.	Fourniture d'un appui concernant des questions spécifiques.	Interne; fonds pour les ateliers et réunions (100 000 dollars).	Une réunion visant à aider les Parties à ratifier la Convention s'est tenue en Colombie en 2010. Une autre réunion est prévue à Brunei Darussalam en 2011.	—	70 000	—	—	—	—
		Total partiel			—	70 000	—	—	—	—

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne ou externe)	Activités entreprises et résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépenses autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépenses autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
D. Travaux sur les produits chimiques industriels										
24P	Élaborer un programme sur les produits chimiques industriels en vue de développer ou renforcer les capacités des Parties en matière de gestion des produits chimiques industriels au niveau national. Le programme devrait compléter les moyens disponibles au niveau national pour assurer la gestion des produits chimiques agricoles et comporter les volets juridique, administratif et financier requis, ainsi que des activités de formation et de renforcement des capacités pour favoriser la pleine participation des Parties au programme (six réunions, rassemblant chacune six pays et 20 participants).	Renforcement des capacités de gestion des produits chimiques industriels.	Interne; fonds pour les ateliers et réunions (420 000 dollars).	Au cours de la période, les ateliers suivants ont été organisés : i) atelier de sensibilisation sur le renforcement de l'évaluation et de la gestion des risques, conjointement organisé par la Convention de Rotterdam, l'Organisation mondiale de santé, le Centre du droit international de l'environnement et l'Agence allemande pour la coopération technique (à Abidjan et Kingston); ii) une conférence internationale d'experts sur l'amiante et les polluants organiques persistants : politiques et pratiques (au Kazakhstan et dans Union européenne (Astana); iii) conférence internationale d'experts sur la sécurité chimique et les politiques et pratiques de la Convention de Rotterdam en Fédération de Russie (Moscou); iv) atelier interinstitutions de sensibilisation sur la gestion rationnelle des produits chimiques industriels, en particulier de l'amiante pour la région Asie-Pacifique (Bangkok); et v) études pilotes sur l'amélioration de la gestion des produits chimiques	—	350 000	144 083	292 662	Allemagne	34 012

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne ou externe)	Activités entreprises et résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
				industriels dans les pays en développement et les pays à économie en transition dans le cadre de la Convention (deux projets pilotes en cours au Botswana et en Jordanie).						
		Total partiel			—	350 000	144 083	292 662	—	34 012
E. Partenariats dans la fourniture d'une assistance technique au niveau régional										
25	Faciliter les réunions annuelles avec les représentants des bureaux régionaux de la FAO et du PNUE : organiser deux réunions au maximum par an (cinq représentants du PNUE et 14 de la FAO, y compris les neuf bureaux sous-régionaux).	Coopération et leçons retenues en matière d'assistance technique.	Interne; fonds pour les ateliers et réunions (140 000 dollars).	Une réunion de consultation avec les bureaux régionaux de la FAO et du PNUE s'est tenue en février 2009 à Rome. Une première réunion de consultation conjointe entre les centres régionaux des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm et les bureaux régionaux de la FAO et du PNUE s'est tenue en septembre 2010 à Barcelone (Espagne).	—	140 000	—	—		
26	Faciliter les réunions avec le groupe d'experts régionaux : organiser une réunion annuelle au maximum pour une	Promotion de la coopération entre les Parties au niveau d'une ou de plusieurs	Interne; fonds pour les ateliers et réunions (100 000 dollars).	Une réunion des experts régionaux est prévue à la fin de l'année 2011. Une note conceptuelle a été élaborée pour organiser	—	100 000	—	—		

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne ou externe)	Activités entreprises et résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
	vingtaine de représentants.	sous-régions.		cette réunion dans le cadre des activités conjointes aux conventions de Bâle et de Stockholm et former un groupe d'experts chargé d'examiner les questions de mise en œuvre au titre des deux conventions.						
27	Travailler de concert avec les bureaux de liaison en Amérique latine et aux Caraïbes, en Afrique, en Asie et en Europe orientale, en collaboration avec les principaux partenaires en vue d'assurer la coordination des programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités aux niveaux régional et national. Cette activité vise à promouvoir l'utilisation optimale des ressources en faveur des Parties et l'adoption d'une approche synergique de la gestion des produits chimiques au niveau national. Le programme sera entrepris conjointement avec les conventions de Bâle et de Stockholm, et sera coordonné par l'intermédiaire des responsables des groupes des produits chimiques affectés dans les bureaux	Coordination des programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités aux niveaux régional et national.	Externe; financement par l'intermédiaire du PNUE.	Dans toutes les régions, des efforts sont en cours pour coordonner les programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités avec les responsables des groupes des produits chimiques affectés dans les bureaux régionaux du PNUE. Une réunion s'est tenue à Genève les 23 et 24 août 2010 pour examiner les plans de travail de chaque région.	—	—	—	—		

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne ou externe)	Activités entreprises et résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
	régionaux du PNUE.									
28	Participer à la vingt-sixième session de la Commission phytosanitaire pour l'Asie et le Pacifique : promouvoir l'intégration aux travaux menés au titre de la Convention; participer à une réunion en 2009 avec les experts régionaux.	Prise en compte de la Convention dans le plan de travail de la Commission phytosanitaire pour l'Asie et le Pacifique. Voir plus haut, au titre de l'activité 24P.	Interne; fonds pour les frais de voyage des fonctionnaires (18 000 dollars).	En août 2009, un représentant du Secrétariat et les représentants de quelques autorités nationales désignées de pays membres de la Commission phytosanitaire pour l'Asie et le Pacifique ont organisé une session parallèle en vue d'examiner les questions relatives à la mise en œuvre de la Convention.	18 000	—	—	—		
		Total partiel			18 000	240 000	—	—	—	—
F. Indicateurs de progrès										
29	Poursuivre l'élaboration d'indicateurs à long terme pour mesurer le succès.	Elaboration d'indicateurs quantitatifs.	Interne; fonds pour les services de consultant et les frais de voyage afférents (20 000 dollars).	Le Secrétariat a poursuivi ses travaux sur l'élaboration d'indicateurs à long terme et l'examen de leur efficacité.	—	20 000	—	—		
		Total partiel			—	20 000	—	—	—	—

III. Communication, publications et sensibilisation du public

Textes portant autorisation des travaux :

Paragraphe 2, alinéa b), de l'article 19 : aider les Parties à appliquer la Convention et les décisions ultérieures de la Conférence des Parties.

Objectifs :

1. Produire, gérer et diffuser des informations détaillées sur la Convention ciblant un large éventail d'utilisateurs, notamment le grand public, les autorités nationales désignées et les parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre de la Convention
2. Gérer et diffuser les directives, les orientations et les outils de formation pour faciliter la mise en œuvre de la Convention par les Parties.

Indicateurs de succès :

1. Une plus grande prise de conscience et une meilleure compréhension des objectifs et principales dispositions de la Convention par les Parties, les médias, les organisations non gouvernementales, les donateurs, et le grand public.
2. Satisfaction générale aux plans quantitatif et qualitatif manifestée par les clients vis-à-vis des publications du Secrétariat.

Numéro des activités	Activités	Résultats escomptés	Méthode de mise en œuvre interne/externe	Activités entreprises/résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
30	Élaborer et mettre en œuvre une stratégie de communication : promouvoir la sensibilisation du public et la diffusion d'informations sur la Convention, ses activités et ses réunions; produire des communiqués de presse; gérer les relations avec la presse pour les grandes réunions; suivre la couverture médiatique afin d'accroître la visibilité de la Convention.	Intégration de la stratégie de communication aux activités entreprises par le Secrétariat et les Parties, sensibilisation accrue à la Convention des publics visés grâce à la production et la diffusion d'affiches, de matériels d'exposition, de dépliants, de brochures et de photographies d'archives.	Interne; fonds pour un consultant chargé de la conception et pour la traduction, l'impression, la production et la diffusion des produits (45 000 dollars).	La stratégie relative aux synergies entre les conventions et la Campagne pour une planète sûre ont été mises au point; le Forum sur la charge corporelle est lancé avec la participation des secrétaires généraux adjoints, de hauts responsables gouvernementaux, de la presse et de célébrités du sport (Bali, New York); trois ateliers stratégiques de sensibilisation et de communication sont organisés (République tchèque, Suisse, Royaume-Uni; cinq communiqués de presse relatifs au Secrétariat (Genève, Bali, Parme, Genève et New York , et Genève et Rio de Janeiro); exposition sur les synergies et réception à la dix-huitième session de la Commission du développement durable en mai 2010; production et projection de	30 000	—	—	—		

Numéro des activités	Activités	Résultats escomptés	Méthode de mise en œuvre interne/externe	Activités entreprises/résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
				films PAO (à New York, Genève et Houston); participation au Festival du film sur une planète sûre (Pune, Inde); inauguration d'un réseau social de 2 500 membres avec une galerie photos (www.facebook.com/safeplanet); élaboration et publication des documents sur les synergies (brochure « Chemicals Snap Shot », catalogue de l'exposition « Substantialis Corporis Mixti »).						
31	Réimprimer les principales publications techniques : produire un nombre suffisant d'exemplaires pour diffusion lors des réunions et d'autres manifestations.	Mise à disposition des versions électroniques et imprimées des principales publications techniques destinées aux autorités nationales désignées, par exemple texte de la Convention, orientations pour les autorités nationales désignées, guide juridique pour la Convention, guide pour la Circulaire PIC, etc.	Interne; fonds nécessaires à la réimpression et la reproduction des publications (120 000 dollars).	Au cours de la période considérée, cinq documents ont été traduits en français et en espagnol (Circulaire PIC, deux études de cas concernant les questions douanières, dossier sur les douanes, programme d'apprentissage électronique sur CD-ROM et orientations sur la notification des mesures de réglementation finales. Les versions anglaises ont été mises à jour. Ces documents ont été imprimés pour distribution à toutes les autorités nationales désignées et autres parties intéressées, sur demande.	80 000	—	56 154	—		

Numéro des activités	Activités	Résultats escomptés	Méthode de mise en œuvre interne/externe	Activités entreprises/résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépenses autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépenses autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
32	Concevoir de nouvelles publications : déterminer les besoins et produire de nouvelles publications, de nature technique ou non, s'ajoutant au dossier d'information et à la stratégie de communication.	Disponibilité des versions électroniques et imprimées des nouvelles publications dans au moins trois langues (anglais, espagnol et français).	Interne; fonds nécessaires à la traduction et la reproduction des publications (120 000 dollars).	Au cours de la période considérée, trois nouvelles publications ont été produites (document sur les travaux menés avec les autorités douanières, orientations sur la notification des mesures de réglementation finales et brochure sur les produits chimiques PIC). Plus de 20 documents et 800 dossiers d'information existants ont été réimprimés pour diffusion aux réunions, ateliers et autres manifestations, et ont été affichés sur le site Internet de la Convention.	80 000	—	80 491	—		
		Total partiel			190 000	—	136 645	—	—	—

Gestion des connaissances et de l'information**(D. Autres fonctions du Secrétariat telles que définies par la Convention et déterminées par la Conférence des Parties)****Gestion et diffusion des informations présentées par les Parties conformément à leurs obligations en vertu de la Convention****Textes portant autorisation des travaux :**

Décisions pertinentes de la Conférence des Parties; articles 4 à 7, 10, 11, 14, 21 et 22 de la Convention.

Objectifs :

1. Élaborer et mettre en œuvre des mécanismes efficaces et rapides pour la soumission, l'examen et la diffusion des informations concernant le fonctionnement de la procédure de consentement préalable en connaissance de cause;
2. Veiller à ce que les Parties à la Convention et les parties prenantes concernées disposent d'un accès aisé et fiable aux informations sur tous les produits chimiques visés par la Convention.

Indicateurs de succès :

1. Préparation et publication des circulaires PIC deux fois par an en trois langues;
2. Rédaction des documents d'orientation des décisions et soumission à la Conférence des Parties dans les six langues officielles de l'ONU;
3. Accès fiable aux informations sur les produits chimiques visés par la Convention figurant dans la base de données sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause;
4. Accès amélioré aux données et informations sur le fonctionnement de la Convention grâce au site Internet de la Convention.

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne/externe)	Activités entreprises/résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépenses autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépenses autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
33	Examiner les informations présentées par les Parties et assurer la liaison avec les Parties en ce qui concerne : i) la nomination et les changements d'autorités nationales désignées et de points de contact officiels; ii) la notification des mesures de réglementation finales; iii) les formulations pesticides extrêmement dangereuses; iv) et les réponses des pays importateurs.	Traitement rigoureux et dans les délais des informations soumises pour appuyer le fonctionnement de la procédure PIC et les dispositions de la Convention relatives à l'échange d'informations.	Interne.	Quatre-vingt-cinq Parties ont adressé au Secrétariat 939 réponses concernant les importations de produits chimiques inscrits à l'Annexe III. Les renseignements fournis dans les réponses, de même que les informations concernant les cas où une réponse n'a pas été donnée, ont été communiqués aux Parties dans l'Appendice IV de la circulaire PIC, en anglais, français et espagnol. En octobre 2009, le Secrétariat a adressé un courrier aux autorités nationales désignées des 74 Parties qui n'avaient remis qu'un nombre limité de réponses ou des réponses provisoires concernant les importations. Le Secrétariat a observé une augmentation importante du	—	—	—	—		

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne/externe)	Activités entreprises/résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
				nombre de réponses transmises, faisant suite aux divers efforts qu'il avait fournis, notamment la lettre envoyée aux Parties. Au 31 octobre 2010, 12 Parties n'avaient remis aucune réponse concernant l'importation des produits chimiques inscrits à l'Annexe III. Le Secrétariat travaille en étroite collaboration avec ces pays pour les aider à remplir leurs obligations au titre de la Convention. Au cours de la période considérée, le Secrétariat n'a reçu aucune demande d'assistance au titre de l'article 10 de la Convention.						
34	Base de données sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause : saisir les données et gérer la base en anglais, en espagnol et en français aux fins de l'établissement des rapports, notamment les rapports nationaux sur la mise en œuvre de la Convention; archiver la correspondance avec les pays; assurer la gestion et la mise à jour de la base de données selon que de besoin.	Disponibilité d'informations fiables et à jour répondant aux besoins des Parties et utiles pour les autres parties prenantes, grâce à la base de données.	Interne; fonds pour un consultant chargé de la conception (30 000 dollars).	L'élaboration et l'analyse de rapports aux fins de la préparation des informations sur la mise en œuvre de la Convention, tels que les profils de pays, les profils chimiques et plusieurs formulaires en ligne reliés à la base de données seront présentés à la cinquième réunion de la Conférence des Parties.	20 000	—	—	—		

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne/externe)	Activités entreprises/résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
35	Circulaire PIC : établir la circulaire PIC en anglais, français et espagnol, la publier sur CD-ROM tous les six mois, l'afficher sur le site Internet de la Convention et l'envoyer à toutes les Parties.	Publication à temps et distribution de la circulaire PIC à l'appui de la procédure PIC et aux dispositions de la Convention relatives à l'échange d'informations.	Interne; fonds nécessaires à l'impression et à la traduction (90 000 dollars).	Gestion du registre des autorités nationales désignées et diffusion de la liste complète des autorités nationales désignées tous les six mois, avec la Circulaire PIC; vérification des adresses des points de contact officiels et des autorités nationales désignées; 169 notifications communiquées par 38 Parties ont été examinées et publiées; 46 notifications de mesures de réglementation finales pour 15 produits chimiques ont été transmises au Comité d'étude des produits chimiques.	60 000		49 155	—		
36	Documents d'orientation des décisions : traduire les documents dans toutes les langues officielles de l'ONU, les imprimer et les distribuer à toutes les autorités nationales désignées, et les afficher sur le site de la Convention.	Processus transparent et fiable d'établissement des documents d'orientation des décisions conformément aux délais et plans de travail établis par le Comité d'étude des produits chimiques et soumission des projets de document d'orientation des décisions à la Conférence des Parties pour examen.	Interne; fonds nécessaires à l'impression et à la traduction (15 000 dollars).	Le Comité d'étude des produits chimiques a préparé des projets de document d'orientation des décisions pour l'alachlor, l'aldicarb et l'endosulfan. Il a approuvé les documents d'orientation des décisions et adopté une recommandation proposant à la Conférence des Parties d'inscrire l'alachlor, l'aldicarb et l'endosulfan à l'Annexe III de la Convention à ses cinquième et sixième réunions. La Conférence des Parties est saisie des projets de document d'orientation des décisions, qui figurent dans les documents UNEP/FAO/RC/COP.5/13 à 15. Le Comité achève actuellement l'élaboration du projet de document d'orientation des décisions pour l'azinphos-méthyl.	10 000	—	5 000	—		
37	Site Internet de la Convention : développer et gérer le site Internet	Site en constante amélioration répondant aux besoins des Parties	Interne; fonds nécessaires aux services de	Les documents de réunion, les publications, les orientations, les annonces, ainsi que les	40 000	—	—	—		

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne/externe)	Activités entreprises/résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
	de la Convention, diffuser les documents de réunion, les documents de référence officiels, des informations sur tous les aspects des programmes et activités du Secrétariat, et des données techniques actualisées; permettre d'accéder aux documents d'orientation, aux publications et à la base de données PIC en trois langues (anglais français et espagnol).	et fournissant des informations utiles à d'autres publics.	consultant (45 000 dollars) et à la traduction (15 000 dollars).	informations sur les programmes et les activités ont régulièrement été téléchargés sur le site de la Convention.						
38P	Mécanisme d'échange d'informations : mettre en place en coopération avec les conventions de Bâle et de Stockholm un mécanisme d'échange d'informations grâce auquel il est possible d'accéder en ligne aux informations et aux outils susceptibles d'aider les Parties à appliquer la Convention.	Accès amélioré aux informations électroniques et au mécanisme d'échange d'informations.	Interne; fonds nécessaires aux services de consultant (200 000 dollars).	Au cours de la période considérée, les éléments du mécanisme d'échange d'informations afférents à la Convention de Rotterdam ont été définis et l'ensemble des échanges d'informations et des activités ayant lieu dans le cadre du mécanisme d'échange de la Convention ont été intégrés au mécanisme d'échange d'informations conjoint. Les fonctions, portails et autres outils de gestion de l'information ont été intégrés à une nouvelle plateforme électronique pleinement harmonisée à l'intention des trois conventions et le contenu de sites actuels a été transféré vers le nouveau site conjoint.	—	150 000	—	80 352	Allemagne	34 015
		Total partiel			130 000	150 000	54 155	80 352	—	34 015

Direction exécutive, gestion et planification stratégique
(C. Coordination avec les secrétariats des autres organismes internationaux)
(E. Dépenses de base du Secrétariat)

Textes portant autorisation des travaux :

Article 19 de la Convention de Rotterdam et décisions de la Conférence des Parties.

Objectifs :

1. Assurer l'exécution efficace, efficiente et dans les délais prescrits du programme de travail pour 2009-2010.
2. Obtenir un plus grande nombre de réaction favorables de la part des Parties et des autres intéressés concernant l'appui spécialisé et organisationnel fourni par le Secrétariat.
3. Veiller à ce que le Fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires de la Convention soit doté de ressources suffisantes pour financer le programme d'assistance technique adopté par la Conférence des Parties et les frais de voyage des participants remplissant les conditions requises aux réunions de la Conférence des Parties.

Indicateurs de succès :

1. Procédures et ressources en place pour garantir la mise en œuvre du programme de travail du Secrétariat de manière économique et dans les délais;
2. Fourniture de ressources financières suffisantes pour exécuter le programme de travail approuvé par la Conférence des Parties à sa quatrième réunion;
3. Renforcement des capacités des Parties et du Secrétariat en matière de mobilisation des ressources financières nécessaires;

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne/externe)	Activités entreprises/résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépenses autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépenses autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
39	Gestion générale du Secrétariat : superviser l'exécution du programme de travail et du budget adoptés par la Conférence des Parties; organiser et convoquer les réunions du Secrétariat tous les trimestres et les échanges de personnel requis; planifier les travaux et superviser le personnel.	Production efficace et efficiente par le Secrétariat des résultats prévus dans son programme de travail pour 2009-2010.	Interne; fonds pour les frais de voyage des fonctionnaires (105 000 dollars).	L'équipe de direction se réunit de façon régulière pour examiner les questions de gestion et de politique générale. Chaque chef d'unité supervise et coordonne les programmes de travail. Des réunions sont régulièrement organisées pour informer le personnel des activités entreprises et des questions qui se posent.	143 200	—	40 219	—		
40	Gestion financière et administration du Secrétariat : assurer le contrôle et le suivi du budget, des recettes et dépenses, y compris les contributions des Parties et des donateurs; élaborer des lettres et des mémorandums d'accord; organiser les	Exécution efficace et efficiente des fonctions financières et administratives du Secrétariat.	Interne; fonds pour les frais de voyage des fonctionnaires (27 000 dollars) et pour un consultant chargé d'élaborer la base de données (20 000 dollars).	Le contrôle et le suivi du budget, des recettes et des dépenses sont en cours. Un examen de l'ensemble des relations contractuelles, des plans de voyage et des activités relatives aux ressources humaines a été entrepris.	35 000	—	16 921	—		

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne/externe)	Activités entreprises/résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
	voyages du personnel du Secrétariat; classer les correspondances; et recruter de nouveaux fonctionnaires.									
41	Assurer la coopération et la coordination avec les partenaires, notamment les autres accords multilatéraux sur l'environnement et des organisations intergouvernementales, telles que les secrétariats des conventions de Bâle et de Stockholm, l'Organisation mondiale du commerce, l'Initiative Douanes vertes, l'Organisation mondiale des douanes et l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques, pour des questions d'intérêt commun.	Des relations de collaboration efficaces sont établies avec les institutions partenaires afin d'assurer de manière coordonnée et complémentaire la mise au point et la fourniture d'une assistance technique aux Parties sur des questions d'intérêt commun.	Interne; fonds pour les frais de voyage des fonctionnaires (45 000 dollars).	Le Secrétariat a participé à plusieurs réunions pour améliorer la coopération et la coordination avec les partenaires : première session du Comité de négociation intergouvernemental chargé de l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant sur le mercure en juin 2010 (Suède), réunion du Comité consultatif sur le mouvement Ceinture verte en janvier 2010 (Kenya), réunion multipartite sur GEO-5 en mars 2010 et réunions du Centre international pour la science et la haute technologie.	30 000	—	80 598	—		
42	Assurer le suivi des recommandations du Groupe de travail spécial conjoint : entreprendre des activités spécifiques comme suite à l'examen et à l'approbation des recommandations du Groupe de travail spécial conjoint par la Conférence des Parties à sa quatrième réunion.	Mise en œuvre de la décision adoptée à la quatrième réunion de la Conférence des Parties sur la coopération et la coordination entre les conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm nécessitant une suite de la part du Secrétariat.	Interne.	Une équipe chargée de la supervision des synergies a été créée afin d'apporter un appui à l'application des décisions relatives aux synergies et de préparer les réunions extraordinaires simultanées des Conférences des Parties. L'équipe comprend les directeurs exécutifs des conventions, un représentant du Directeur exécutif du PNUE et un représentant du Directeur général de la FAO. Un groupe de coordination comprenant les coordinateurs des trois	—	—	—	—		

Numéro des activités	Activités	Produits escomptés	Méthode de mise en œuvre (interne/externe)	Activités entreprises/résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépendances autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
				secrétariats et un représentant du Directeur exécutif du PNUE a également été établi pour appuyer les préparatifs des réunions simultanées.						
43	Contribuer aux activités connexes de la FAO et du PNUE relatives aux produits chimiques, y compris celles qui touchent à la cohérence à l'échelle du système des Nations Unies et au Plan stratégique de Bali pour l'appui technologique et le renforcement des capacités; participer, s'il y a lieu aux réunions des organes compétents, par exemple à celles des conférences des Parties aux accords multilatéraux sur l'environnement apparentés, du Conseil d'administration du PNUE et de la Conférence de la FAO.	Plus grande intégration des travaux de la Convention aux activités que mènent le PNUE et la FAO sur les produits chimiques et les pesticides.	Interne; fonds pour les frais de voyage des fonctionnaires (45 000 dollars).	Le Secrétariat a participé à la onzième session extraordinaire du Conseil d'administration/ Forum ministériel mondial sur l'environnement, qui s'est tenu en février 2010 à Bali (Indonésie), ainsi qu'à la session extraordinaire du Conseil et à l'Assemblée du Fonds pour l'environnement mondial, en Uruguay.	30 000	—	19 353	—		
44	Collecter des fonds à l'appui des activités menées au titre du Fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires (RV), y compris les activités d'assistance technique et les frais de voyage des participants aux réunions de la Conférence des Parties.	Financement accru des programmes prévus pour l'exercice biennal.	Interne; fonds pour les frais de voyage des fonctionnaires (50 000 dollars) et les frais de réception (15 000 dollars).	La collecte de fonds a été entreprise au cours de cette période.	45 000	—	13 803	—		
		Total partiel			283 200	—	170 894	—	—	—

Matériel de bureau, fournitures et services

E. Dépenses de base du Secrétariat

Numéro des activités	Activités	Résultats escomptés	Méthode de mise en oeuvre interne/ externe	Activités entreprises/résultats produits	Budget total 2009-2010 (dépenses autres que dépenses de personnel)	Budget total 2009-2010 (dépenses autres que dépenses de personnel)	Dépenses totales pour la période 2009-2010 (au 30 novembre 2010)		Fonds d'affectation spéciale RV	
					Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Fonds d'affectation spéciale RO	Fonds d'affectation spéciale RV	Donateurs	Fonds disponibles
45	Procéder à l'achat du matériel consommable, notamment les fournitures de bureau, telles que les cartouches d'encre pour imprimantes et les articles de papèterie.	Production efficace et efficiente par le Secrétariat des résultats prévus dans son programme de travail pour 2009-2011.	Interne; fonds nécessaires pour l'achat du matériel consommable (72 000 dollars).	L'achat du matériel consommable et des fournitures de bureau est en cours.	48 000	—	24 034	—		
46	Acheter le matériel de bureau non consommable, notamment le mobilier, le matériel de bureau, y compris le matériel informatique, les logiciels et les licences requises.	Production efficace et efficiente par le Secrétariat des résultats prévus dans son programme de travail pour 2009-2011.	Interne; fonds nécessaires pour l'achat du matériel non consommable (143 000 dollars).	L'achat du matériel non consommable, notamment les licences requises et le mobilier par voie contractuelle est en cours.	108 000	—	80 730	—		
47	Location et entretien des équipements, entretien des outils de communication, envoi et affranchissement du courrier et location de la ligne dédiée assurant la liaison entre les secrétariats du PNUE et de la FAO.	Production efficace et efficiente par le Secrétariat des résultats prévus dans son programme de travail pour 2009-2011.	Interne; fonds nécessaires pour la location et l'entretien (132 000 dollars).	Les contrats concernant les photocopieurs, télécopieurs et autres équipements de bureau, ainsi que la connexion à Internet, ont été établis. L'envoi et la distribution des documents sont en cours.	88 000	—	136 557	—		
48	Location de locaux à usage de bureaux; électricité et services de nettoyage.	Production efficace et efficiente par le Secrétariat des résultats prévus dans son programme de travail pour 2009-2011.	Interne; fonds nécessaires pour la location (124 000 dollars).	Les contrats de service d'entretien, sur la base de l'utilisation, notamment pour l'électricité et les services de nettoyage, sont en cours d'établissement.	79 400	—	153 986	—		
		Total partiel			323 400	—	395 307	—	—	—
		Grand total			2 011 600	3 662 000	1 670 128	904 753	—	791 626

Tableau 2

Budget opérationnel et dépenses du Fonds général d'affectation spéciale pour la période 2009–2010, au 30 novembre 2010

				RO	RO	RO	RO	RO	
				2009	2009	2010	2010	RO	
				Budget	Dépenses	Budget	Dépenses	Total	
								2009–2010	
								Dépenses	
10	Personnel de projet								
	1100	Administrateurs							
	1101	Secrétaire exécutif		3	58 975	88 714	61 334	74 518	163 232
	1102	Conseiller scientifique hors-classe, P-5		12	208 899	7 500	217 255	74 748	82 248
	1103	Administrateur de programme P-4		12	180 400	207 666	187 616	214 619	422 285
	OTL	Administrateur de programme P-4 (à financer par l')		6	—	—	—	—	—
	1104	Administrateur de programme P-3		12	151 800	90 072	157 872	143 623	233 695
	1105	Administrateur de programme P-3		12	151 800	171 146	157 872	155 540	326 686
	1106	Administrateur de programme P-3		12	151 800	9 019	157 872	182 998	192 017
	1107	Administrateur de programme P-2		12	127 000	140 192	132 080	126 047	266 239
	1108	Administrateur de programme P-3 – Personnel temporaire		12	151 800	61 877	157 872	121 919	183 796
	1120	Administrateur de programme P-3 – Personnel temporaire			—	176 606	—	226 370	402 976
	1121	Responsable de la sensibilisation L-3 – Personnel temporaire			—	66 419	—	—	66 419
	PNUE	Responsable de groupe des produits chimiques P-4 - Europe orientale		4	—	—	—	—	—
	PNUE	Responsable de groupe des produits chimiques P-4 - GRULAC (Panama)		4	—	—	—	—	—
	PNUE	Responsable de groupe des produits chimiques P-4 - Afrique (Nairobi)		4	—	—	—	—	—
	PNUE	Responsable de groupe des produits chimiques P-4 - Asie (Bangkok)		4	—	—	—	—	—
	1111	Secrétaire exécutif D 1 (en nature par la FAO)		4	—	—	—	—	—
	1112	Administrateur de programme hors-classe P-5 (en nature par la FAO)		1	—	—	—	—	—
	1113	Administrateur de programme P-4		1	184 824	184 824	192 217	192 217	377 041
	1114	Administrateur de programme P-3 (en nature par la FAO)		1	—	—	—	—	—
	1116	Administrateur de programme P-3		1	150 216	150 216	156 225	156 225	306 441
	1117	Administrateur de programme P-3		1	150 216	75 216	156 225	156 225	231 441
	1118	Administrateur de programme P-2		1	127 956	127 956	133 074	123 171	251 127
	1199	Total, administrateurs			1 795 686	1 557 423	1 867 513	1 948 220	3 505 643
	1200	Consultants							
	1202	Dépenses de base du Secrétariat - consultants			90 000	130 000	85 000	48 531	178 531
	1299	Total, consultants			90 000	130 000	85 000	48 531	178 531
	1300	Agents des services généraux							
	1301	Assistant juridique G-5		6	51 250	—	53 300	—	—
	1302	Assistant d'information G-5		12	102 500	132 023	106 600	121 454	253 477
	1303	Secrétaire (G-5)		3	25 625	—	26 650	—	—
	1304	Assistant de programme G-5		12	102 500	123 065	106 600	115 532	238 597
	1306	Commis d'administration G-4 – Personnel temporaire			—	109 595	—	100 720	210 315
	1307	Commis aux conférences (G-4) – Personnel temporaire			—	42 100	—	90 780	132 880

		RO	RO	RO	RO	RO
		2009	2009	2010	2010	RO
		Budget	Dépenses	Budget	Dépenses	Total
						2009-2010
						Dépenses
OTL	Assistant pour les finances et les budgets (à financer par l'OTL du PNUE)	6	—	—	—	—
OTL	Assistant administratif pour les ressources humaines (à financer par l'OTL du PNUE)	6	—	—	—	—
OTL	Assistant aux technologies de l'information/bases de données (à financer par l'OTL du PNUE)	6	—	—	—	—
OTL	Commis aux publications (à financer par l'OTL du PNUE)	6	—	—	—	—
1311	Secrétaire (contribution en nature de la FAO)	3	—	—	—	—
1312	Secrétaire	3	26 667	20 000	27 734	40 801
1313	Secrétaire	12	106 668	99 127	110 935	210 062
1314	Secrétaire	12	106 668	99 468	110 935	210 403
	Total partiel, agents des services généraux		521 878	625 378	542 753	671 155
	Services de conférence					
1305	Services de conférence pour les réunions de la Conférence des Parties		150 000	55 292	230 000	47 672
1315	Services de conférence pour la CRC-5		65 000	65 000		65 000
1331	Services de conférence pour la CRC-6		45 000	66 912	110 000	144 774
1334	Services de conférence pour le Comité d'étude des produits chimiques (traduction de deux documents d'orientation des décisions).		—	2 134	—	2 134
	Total partiel, services de conférence		260 000	189 338	340 000	192 446
1399	Total, agents des services généraux		781 878	814 716	882 753	863 602
1600	Voyages en mission					
1601	Voyages en mission		155 000	140 962	150 000	130 547
1699	Total, voyages en mission		155 000	140 962	150 000	130 547
1999	Total, personnel de projet		2 822 564	2 643 101	2 985 267	2 990 899
20	Contrats de sous-traitance à des entreprises commerciales					
2311	Dépenses incompressibles du Secrétariat : ligne téléphonique dédiée		20 000	15 551	20 000	20 000
2399	Contrats de sous-traitance		20 000	15 551	20 000	20 000
2999	Total, contrats de sous-traitance à des entreprises commerciales		20 000	15 551	20 000	20 000
30	Formation					
3300	Réunions : frais de voyage et indemnités journalières de subsistance des participants					
3301	Frais de voyage des participants (réunion du Bureau)		12 500	—	12 500	10 963
3302	Frais de voyage des experts du Comité d'étude des produits chimiques		—	—	90 000	82 049
3304	Frais de voyage des participants (Comité de contrôle du respect)		36 600	—	36 600	9 184
3313	Frais de voyage des experts du Comité d'étude des produits chimiques		90 000	90 000		90 000

		RO	RO	RO	RO	RO		
		2009	2009	2010	2010	RO		
		Budget	Dépenses	Budget	Dépenses	Total		
						2009-2010		
						Dépenses		
	3399		Total, réunions : frais de voyage et indemnités journalières de subsistance des participants	139 100	90 000	139 100	102 196	192 196
3999	Total, formation	139 100	90 000	139 100	102 196	192 196		
40	Matériel et locaux							
	4100		Matériel consommable					
	4101	12 000	Bureautique (logiciels)	—	12 000	3 034	3 034	3 034
	4111	12 000	Bureautique (logiciels)	12 000	12 000	9 000	21 000	21 000
	4199	24 000	Total, matériel consommable	12 000	24 000	12 034	24 034	24 034
	4200		Matériel non consommable					
	4201	27 000	Dépenses incompressibles du Secrétariat : matériel et logiciel informatiques	18 778	27 000	21 952	40 730	40 730
	4211	27 000	Dépenses incompressibles du Secrétariat : matériel et logiciel informatiques	20 000	27 000	20 000	40 000	40 000
	4299	54 000	Total, matériel non consommable	38 778	54 000	41 952	80 730	80 730
	4300		Locaux					
	4301	39 700	Location des bureaux et locaux	98 077	39 700	55 909	153 986	153 986
	4399	39 700	Total, locaux	98 077	39 700	55 909	153 986	153 986
4999	Total, matériel et locaux	117 700		148 855	117 700	109 895	258 750	258 750
50	Divers							
	5200		Frais d'établissement de rapports					
	5201	5 000	Autres fonctions du Secrétariat (impression des documents d'orientation des décisions en six langues)	5 000	5 000	—	5 000	5 000
	5211	40 000	Communication à l'appui de la mise en œuvre de la Convention (pochette de documentation)	30 000	40 000	30 000	60 000	60 000
	5212	30 000	Autres fonctions du Secrétariat (traduction/impression de la Circulaire PIC)	18 000	30 000	31 155	49 155	49 155
	5214	85 000	Autres travaux d'impression (réimpression et nouvelles publications)	56 491	85 000	80 154	136 645	136 645
	5299	160 000	Total, frais d'établissement de rapports	109 491	160 000	141 309	250 800	250 800
	5300		Divers					
	5301	12 000	Dépenses incompressibles du Secrétariat : communications, expédition, etc.	51 492	12 000	30 514	82 006	82 006
	5311	12 000	Dépenses incompressibles du Secrétariat : communications, expédition, etc.	10 000	12 000	9 000	19 000	19 000
	5399	24 000	Total, divers	61 492	24 000	39 514	101 006	101 006

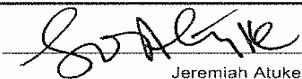

		RO	RO	RO	RO	RO
		2009	2009	2010	2010	Total
		Budget	Dépenses	Budget	Dépenses	2009-2010
						Dépenses
5400	Représentation et loisirs					
5401	Frais de représentation aux réunions techniques	5 000	—	5 000	—	—
5499	Total, représentation et loisirs	5 000	—	5 000	—	—
5999	Total, divers	189 000	170 983	189 000	180 823	351 806
99	Total, coûts directs	3 288 364	3 068 621	3 451 067	3 403 814	6 472 304
	Dépenses d'appui au programme (13%)	427 487	398 904	448 639	442 496	841 400
	Total, budget opérationnel	3 715 851	3 467 525	3 899 705	3 846 310	7 313 704

Tableau 3

**Budget opérationnel et dépenses du Fonds d'affectation spéciale pour la période 2009–2010,
au 30 novembre 2010**

			RV	RV	RV	RV	RV
			2009	2009	2010	2010	Total
			Budget	Dépenses	Budget	Dépenses	2009-10
							Dépenses
10	Personnel de projet						
	1200	Consultants					
	1202	Dépenses incompressibles du Secrétariat : consultants	10 000	—	10 000	8 400	8 400
	1212	Communication à l'appui de la mise en œuvre de la Convention (développement du site Internet)	100 000	47 802	50 000	32 550	80 352
	1215	Assistance technique; mesure du succès; travaux sur les indicateurs.	20 000	—	—	—	—
	1299	Total, consultants	130 000	47 802	60 000	40 950	88 752
1999	Total, personnel de projet		130 000	47 802	60 000	40 950	88 752
30	Formation						
	3300	Réunions : frais de voyage et indemnités journalières de subsistance des participants					
	3303	Réunions/ateliers	1 293 000	36 702	2 154 000	779 299	816 001
	3399	Total, réunions : frais de voyage et indemnités journalières de subsistance des participants	1 293 000	36 702	2 154 000	779 299	816 001
3999	Total, formation		1 293 000	36 702	2 154 000	779 299	816 001
50	Divers						
	5200	Frais d'établissement de rapports					
	5213	Pochette de documentation sur l'assistance technique	10 000	—	15 000	—	—
	5299	Total, divers : frais d'établissement des rapports	10 000	—	15 000	—	—
5999	Total, divers		10 000	—	15 000	—	—
99	Total, coûts directs		1 433 000	84 504	2 229 000	820 249	904 753
	Coûts d'appui au programme (13 %)		186 290	10 986	289 770	106 632	117 618
	Total, budget opérationnel		1 619 290	95 490	2 518 770	926 881	1 022 371

**Comptes certifiés du Fonds général d'affectation spéciale
pour le budget opérationnel de la Convention de Rotterdam
pour l'exercice biennal 2008-2009, clos le 31 décembre 2009**

General Trust Fund for Operational Budget of the Rotterdam Convention	
I. Statement of income and expenditure and changes in reserves and fund balances for the twenty four months period of the biennium 2008-2009 ended 31 December 2009	
Income	USD
Voluntary contributions	7,109,070
Interest income	127,391
Total Income	7,236,461
Expenditure	
Staff and other personnel costs	3,595,133
Contractual services	2,751,551
Travel	254,029
Operating expenses	198,386
Acquisitions	199,820
Programme support costs	909,735
Total Expenditure	7,908,654
Excess/(shortfall) of income over expenditure	(672,193)
Net excess/(shortfall) of income over expenditure	(672,193)
Transfers to reserves	3,190
Transfers to/from other funds	231,777
Reserves and fund balances, beginning of period	2,130,869
Reserves and fund balances, end of period	1,693,643
Operating reserves/Endowment Fund, beginning of period	936,534
Operating reserves/Endowment Fund, end of period	933,344
II. Statement of assets, liabilities, reserves and fund balances as at 31 December 2009	
Assets	
Cash pool - US dollar	3,167,684
Voluntary contributions receivable	303,015
Other	26,480
Total assets	3,497,179
Liabilities	
Payments or contributions received in advance	307,703
Unliquidated obligations	308,047
Interfund balances	215,252
Other accounts payable	39,190
Total liabilities	870,192
Net assets/(liabilities)	2,626,987
Reserves and fund balances	
Operating Reserve	933,344
Cumulative surplus	1,693,643
Total reserves and fund balances	2,626,987
Total liabilities, reserve and fund balance	3,497,179
 Jeremiah Atuke Chief ACCOUNTS SECTION BUDGET AND FINANCIAL MANAGEMENT SERVICE, UNON	
 26/06/10 United Nations Office at Nairobi ACCOUNTS SECTION Budget and Financial Management Service 22/06/2010	
ROL	

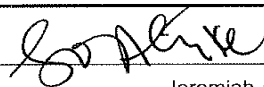
**General Trust Fund for the Rotterdam Convention on the Prior Informed Consent
Procedure for Certain Hazardous Chemicals in International Trade**

I. Statement of income and expenditure and changes in reserves and fund balances for the twenty four months period of the biennium 2008-2009 ended 31 December 2009

	USD
Income	
Voluntary contributions	1,256,573
Interest income	73,465
Miscellaneous income	26,000
Total Income	1,356,038
Expenditure	
Contractual services	47,802
Operating expenses	601,335
Programme support costs	84,388
Total Expenditure	733,525
Excess/(shortfall) of income over expenditure	622,513
Net excess/(shortfall) of income over expenditure	622,513
Transfers to/from other funds	(231,777)
Reserves and fund balances, beginning of period	1,345,100
Reserves and fund balances, end of period	1,735,836

II. Statement of assets, liabilities, reserves and fund balances as at 31 December 2009

Assets	
Cash pool - Euro	1,679,526
Cash pool - US dollar	362,087
Voluntary contributions receivable	4,184
Total assets	2,045,797
Liabilities	
Unliquidated obligations	50,292
Interfund balances	129,694
Other accounts payable	129,975
Total liabilities	309,961
Net assets/(liabilities)	1,735,836
Reserves and fund balances	
Cumulative surplus	1,735,836
Total reserves and fund balances	1,735,836
Total liabilities, reserve and fund balance	2,045,797



Jeremiah Atuke

Chief

ACCOUNTS SECTION

BUDGET AND FINANCIAL MANAGEMENT SERVICE, UNON



United Nations Office at Nairobi
ACCOUNTS SECTION
Budget and Financial
Management Service

Done 26/06/10

22/06/2010

RVL